

## Discours

### Francis JOSÉ MARIA Président du Comité d'Organisation

Madame la Présidente du Conseil exécutif de l'Unesco  
Monsieur le Ministre des Ressources en eau de l'Algérie  
Monsieur le Député-Maire  
Monsieur le Recteur de l'Académie de Nice  
Monsieur le Directeur du Conseil Mondial de l'Eau  
Messieurs les représentants des institutions internationales, étrangères et nationales  
Mesdames et Messieurs les Maires  
Mesdames et Messieurs

C'est à la fois un plaisir et un honneur de vous accueillir au colloque international de Cogolin sur le thème *Ethique de l'eau et l'Education des populations*,

placé sous les hauts patronages de l'UNESCO, tout particulièrement du Secteur de l'Education, du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et le parrainage de Monsieur le Recteur de l'Académie de Nice,

avec les soutiens officiels du Ministre des Ressources en Eau du Liban, du Secrétaire d'Etat pour l'Eau du Maroc, du Président de l'UNICEF France, du Président du Conseil Mondial de l'Eau.

Avec le soutien de l'OCDE.

L'idée de ce colloque est née du rapport que le Professeur Jean Vergnes, rédigé pour l'UNESCO, à la suite du Symposium international de Cannes de Juillet 2002, faisant le constat d'une grande insuffisance, mise en évidence lors des différents débats, en matière d'éducation des populations à l'eau dans le contenu, dans les stratégies proposées comme dans la sémantique de la terminologie utilisée.

Ce Colloque a pu être réalisé grâce au travail inlassable de Jean Vergnes et au soutien que lui accordent les experts et responsables institutionnels des organisations intergouvernementales et de nombreux pays étrangers.

Le choix de Cogolin est le résultat du partenariat qui s'est noué entre l'Unesco et notre Syndicat des Eaux autour du programme d'éducation que nous animons depuis douze ans et notamment du film "*L'eau partagée*" que nous avons produit ensemble.

Des colloques ont proclamé l'urgente nécessité d'engager des actions fortes d'éducation pour modifier notre relation à l'eau et à l'environnement dans une perspective de développement soutenable. En effet, la mesure des dégâts provoqués sur l'environnement, par le déficit d'éducation et aussi d'éthique, invite à penser que le temps de passer à l'action concrète est venu.

Mais une fois ce constat fait, il reste à répondre à la question la plus importante : comment mettre en œuvre une telle éducation, capable de renouer notre lien essentiel à l'eau, dans le respect des équilibres naturels, de la diversité des publics et des cultures ?

Nous rentrons là au cœur des débats qui vont occuper nos trois journées de travail.

Comment faire pour que des activités d'éducation soient capables d'intégrer dans leurs outils et leurs méthodes une dimension éthique de l'eau fondée sur les valeurs de respect et de partage ?

C'est là que nous sommes attendus. Serons-nous capables de formuler des propositions d'actions concrètes, applicables dans les différentes régions et pays avec éventuellement quelques adaptations imposées par les spécificités socio-culturelles ?

En voyant la richesse de la diversité culturelle représentée dans cette salle, la qualité des experts, des praticiens de l'eau et de l'éducation présents, on peut penser que des propositions innovantes émergeront de nos travaux.

Leurs résultats et, plus particulièrement, les propositions d'actions concrètes seront présentés et discutés dès la semaine prochaine au Symposium de l'Eau de Cannes, puis à l'Unesco à Paris au mois de Novembre.

Suite à la mise en oeuvre d'un suivi de ces propositions, il est prévu qu'une évaluation/discussion/propositions soient faites dans d'autres colloques internationaux. Après Paris, il est prévu le Québec. Ensuite ? Probablement le Proche Orient.

Cela me donne l'occasion de saluer les représentants des nombreux pays qui nous ont rejoint : Algérie, Burkina Faso, Egypte, Equateur, Grèce, Guinée, Jordanie, Kenya, Liban, Mali, Maroc, Russie, Soudan et, bien sûr, la France.

Je salue les représentants des organisations internationales, institutions nationales, entreprises du secteur privées et associations présentes qui nous apportent leur soutien, leur aide et souvent leur contribution, qui ont rendu possible cette réunion, ce dont je les remercie très chaleureusement.

Ces personnes représentent ou relèvent de l'UNESCO, l'OCDE, l'Organisation des Nations Unies, l'UNICEF, le Conseil Mondial de l'Eau, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, le Ministère de l'Agriculture, l'Agence Universitaire de la Francophonie, le Rectorat de l'Académie de Nice, le Rectorat de l'Académie d'Aix-Marseille, le Conseil Régional, le Conseil Général. Des structures universitaires et de recherche. Le Réseau Méditerranéen des Écoles d'Ingénieurs et d'Universités de Technologie, des Universités (Dakar, Dar El Salam, Casablanca, Constantine, Le Caire, Limoges, Nice, Ouagadougou, Tripoli, ...), l'École Supérieure des Ingénieurs de Marseille, Environmental Education Centre of Naoussa de Grèce, Centre de recherche du Sahara et des Terres Arides de Biskra, Ecole Normale Supérieure de Dakar, Collège des Hautes Études en Environnement, le Plan Bleu, Office International de l'Eau, Institut Méditerranéen de l'Eau.

Entreprises du secteur privé. Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris, Société des Eaux de Marseille, Agence de Bassin d'Alger, Price Water House Coopers, Vertigo (Revue canadienne sur l'Environnement) qui s'est proposé d'éditer les communications de ce Colloque, La Revue Valeurs Vertes, Waternunc.

Des associations. Eau sans frontières, RHEA-Terre d'Échanges, AGHTM, ALMAE, "Les Amis du Sahel", Échanges Méditerranéens, Association des Ressortissants de Gory, H20-Auvergne, H20-Pays d'Aix, Institut du Bien-Être, Institut Méditerranéen de la Communication, Planètecologie, PS-Eau, Opération Oasis Sahéliennes, ...

En espérant que je n'ai pas fait d'oublis...

Mes très chaleureux remerciements vont enfin à la Ville de Cogolin qui nous accueille, à tout le personnel du Syndicat des eaux et aux nombreux bénévoles sans lesquels ce colloque n'aurait pu avoir lieu.

Je vous souhaite des échanges enrichissants et fructueux, pour faire en sorte que l'eau joue pleinement son rôle de trait d'union entre les hommes et les cultures.

---

## Discours

### Jacques SÉNÉQUIER Président du Syndicat Intercommunal de la Corniche des Maures

Madame la Présidente du Conseil Exécutif de l'Unesco,  
Monsieur le représentant du Ministre des Ressources en Eau de l'Algérie,  
Monsieur le Recteur d'Académie,  
Monsieur le Directeur Exécutif du Conseil mondial de l'Eau,  
Mesdames et Messieurs les représentants des organismes internationaux,  
Monsieur le Député Maire,  
Mesdames et Messieurs les Maires et élus,  
Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à Cogolin, devenu pour quelques jours le centre d'un colloque international sur le thème de l'éthique de l'eau et l'éducation des populations.

Je voudrais en tout premier lieu excuser l'absence de Monsieur ATTAR, Ministre des Ressources en Eau de l'Algérie, qui a maintenu jusqu'au bout son désir d'être parmi nous, mais qui a dû y renoncer hier en raison de la gravité du drame qui vient de frapper son pays.

Malgré cela, Monsieur ATTAR a souhaité exprimer son entier soutien à notre colloque en nous adressant un message qui sera lu par son représentant. Comme il sera beaucoup question de solidarité autour de l'eau, je tiens à remercier les nombreux partenaires présents qui œuvrent actuellement sur le territoire Algérien pour essayer de rétablir l'alimentation en eau potable des populations : La Société des Eaux de Marseille, l'association Water Force, le Programme Solidarité Eau...

Aujourd'hui, nous sommes réunis à Cogolin par et pour l'eau. Cette même eau qui depuis des millions d'années est présente en chacun de nous et irrigue toutes les formes de vie sur notre planète. Elle relie naturellement tous les hommes entre eux, dans l'immense diversité de leurs cultures. Elle nous relie aussi intimement aux autres éléments de notre environnement, minéraux, végétaux et animaux. En disant cela, nous faisons un constat simple : nous partageons une quantité finie d'eau entre tous les hommes de la planète, et avec toutes les composantes de notre environnement.

Pour que ce concept de partage ne soit pas trop abstrait, je vais vous parler du problème de gestion très concret auquel est confronté notre établissement chargé de l'alimentation en eau potable des communes du Golfe de Saint-Tropez, haut lieu du tourisme international.

Pour faire face à la forte croissance des besoins, qui sont multipliés par cinq en période sèche d'été, nous avons cherché à diversifier nos sources d'alimentation qui sont aujourd'hui constitués d'un barrage - que certains auront l'occasion d'aller visiter dimanche - , d'une amenée d'eau de l'arrière pays montagneux sur plus de 200 kilomètres, et de nappes alluviales côtières.

Dans un souci d'optimisation économique, la tentation est toujours grande de prélever le maximum dans les ressources locales, et plus particulièrement dans les nappes souterraines, tant qu'il y a de l'eau disponible.

Mais ce faisant, nous prenons le risque de rompre l'équilibre de l'interface eau douce/eau salée, et ainsi de favoriser la remontée des eaux salées vers l'intérieur des terres.

Ce qui compromettrait de manière irréversible les possibilités de prélèvement d'eau douce dans ces nappes, et porterait atteinte à l'environnement naturel des plaines alluviales.

Cet exemple montre que nos choix de prélèvement dans une ressource doivent impérativement tenir compte de son rythme de ré-alimentation afin d'éviter le risque de son épuisement irréversible.

Nous sommes bien là au cœur des préoccupations de développement durable ou soutenable, qui dépendent de notre aptitude à entendre les pulsations de l'eau dans la nature, à tenir compte des besoins des autres éléments avant d'y prélever notre part.

Cette compréhension des phénomènes passe nécessairement par d'importants efforts d'éducation, dont il sera longuement question au cours de nos trois journées de colloque.

Elle passe aussi par la capacité des actions d'éducation à adapter son discours et ses outils aux publics visés, à tenir compte des valeurs que les groupes humains ont bâties autour de l'eau, ce qui nous fait rentrer de plein pied dans le domaine de l'éthique. Je laisserai aux spécialistes de l'éducation vous parler mieux que moi de la prise en compte des représentations mentales dans les programmes d'éducation.

J'ai pu mesurer personnellement le rôle déterminant de l'information dans l'évolution des comportements à l'occasion de la sécheresse très sévère que nous avons subie au cours de l'année 2001-2002.

Nous avons communiqué non seulement en direction de nos 40.000 abonnés, mais nous avons également cherché à toucher les nombreux touristes d'été pour leur expliquer les difficultés du moment et leur conseiller des gestes quotidiens susceptibles d'économiser l'eau.

Vous trouverez un dépliant de cette campagne d'information dans la documentation qui vous a été remise. Cela a permis de faire baisser les consommations de l'été 2002 que nous avons ainsi pu passer sans prendre de mesures de restrictions.

Mais passé l'épisode d'une sécheresse, ces efforts sont vite oubliés, ce qui montre l'importance d'inscrire les actions d'éducation dans la durée, en cherchant à toucher l'ensemble des publics.

Admettre que l'éducation est un des maillons essentiels de la gestion soutenable de l'eau (et de l'environnement) n'est pas toujours facile pour les décideurs. Car cela implique des moyens humains et financiers dont le retour n'est jamais immédiat. Pourtant, limiter les consommations d'eau est une source d'économies en matière d'investissements : barrages, usines, réservoirs, réseaux... Prévenir les pollutions est la meilleure façon de limiter les coûts de traitement.

Mais une fois admise la nécessité de l'éducation dans les stratégies de gestion de l'eau, il reste à répondre à la question la plus importante : comment mettre en œuvre une éducation capable de modifier la relation de l'homme à l'eau, à son environnement, et aux autres, dans le respect des équilibres naturels et de la diversité des cultures ?

L'un des enjeux majeur de ce colloque est d'essayer d'apporter des réponses concrètes et applicables à cette question. Vous êtes venus nombreux de différents pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen Orient pour échanger vos expertises et expériences sur le sujet. Nous avons avec nous des représentants de l'Algérie, du Burkina Faso, de l'Égypte, de l'Autriche, du Maroc, de la Russie, du Liban, de la Guinée Conakry, de la Grèce, du Liban, du Sénégal, de l'Équateur, de la Jordanie et bien sûr de la France.

Je tiens également à saluer les nombreuses institutions françaises et internationales représentées : l'UNESCO, l'OCDE, l'Organisation des Nations Unies, l'UNICEF, le Conseil Régional et le Conseil Général, les Rectorats des Académies de Nice et d'Aix Marseille, le Conseil Mondial de l'Eau, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

Je remercie également Monsieur Jean-Michel COUVE, Député Maire de Saint Tropez les Maires et les élus qui nous ont apporté leur soutien à cette manifestation.

Je tiens également à remercier les organisateurs et animateurs de ce colloque qui, autour de Jean Vergnes et Francis José Maria, se sont beaucoup dépensés.

Je vous souhaite des travaux fructueux et un très bon séjour dans notre région.

**Discours**

**Bernard SAINT-GIRONS,  
Recteur de l'Académie de Nice**

**Représenté par**

**Madame ZUGAJ-BENTEO  
Coordinatrice académique à l'environnement**

Retenu par les urgences de l'actualité, le Recteur Saint-Girons vous présente ses excuses de ne pouvoir être présent en personne aujourd'hui en ouverture de ce colloque qui revêt beaucoup d'importance à ses yeux puisqu'il le soutient de son parrainage.

Il me demande de le représenter afin de vous assurer de son intérêt pour l'éducation pour une éthique de l'eau, dans sa dimension internationale, en direction de différents publics.

L'eau est un sujet vital, qui mérite au plus haut point une politique éducative au développement durable, basée sur les notions de partage et de respect, particulièrement en direction des populations scolaires.

Dans le domaine de l'éducation à l'environnement, l'Académie de Nice fait figure d'académie pilote qui cherche à inscrire son action dans une dimension régionale, plus adaptée au traitement global nécessité par un tel sujet.

L'Académie de Nice mène également une politique de partenariat importante en s'appuyant sur plusieurs structures de référence comme le Parc Naturel Régional du Verdon, la Maison de l'Eau de Barjols, le service environnement de la ville de Nice, ou encore le syndicat des eaux de la Corniche des Maures.

Les échanges qui auront lieu lors de ce colloque international sur l'éthique de l'eau et l'éducation des populations permettront sans aucun doute d'avancer ensemble cette réflexion sur l'éducation à l'eau, qui doit se poursuivre lors du symposium qui se tiendra à Cannes la semaine prochaine.

---

## Discours

**Dr. Mahmoud ABU-ZEID**  
**President of the World Water Council**  
**Minister of Water Resources and Irrigation of Egypt**

**Represented by**

**Daniel ZIMMER**  
**Executive Director of the World Water Council**  
**to the International Colloquy on Water Ethics and Population Education**

It gives me a great honor to address this important Colloquy with the main theme on Water Ethics and People Education.

The convening of this meeting after the 3<sup>rd</sup> World Water Forum last March in Japan is significant and timely. The issue of water ethics was elaborated by the World Commission on the Ethics of Scientific Knowledge and Technology and highlighted in many discussion themes during the Forum including Water and Culture; Water and Poverty; Financing Water Structure; Water and Cities; and many others.

This is not surprising as fresh water is valuable not only because good quality water is a life necessity but also because it is a key input for economic and social development.

This is also due to the fact that water sectors worldwide face global and national challenges. Time has passed when abundant supplies of water were available for development at low economic, social, and environmental costs.

Now we are entering the period of "Maturing Water Economy," with increasing competition for access to fixed supplies, a growing risk of water pollution, and sharply higher economic, social and environmental costs of development.

Serving the Arab Region, Egypt has established the renew Regional Node for Embracing Water Ethics.

It is our aspiration that the Node would focus on developing a policy through which water ethics is interwoven in all of our life aspects that necessitate water use, whether in our homes, in our fields, or for different development programs.

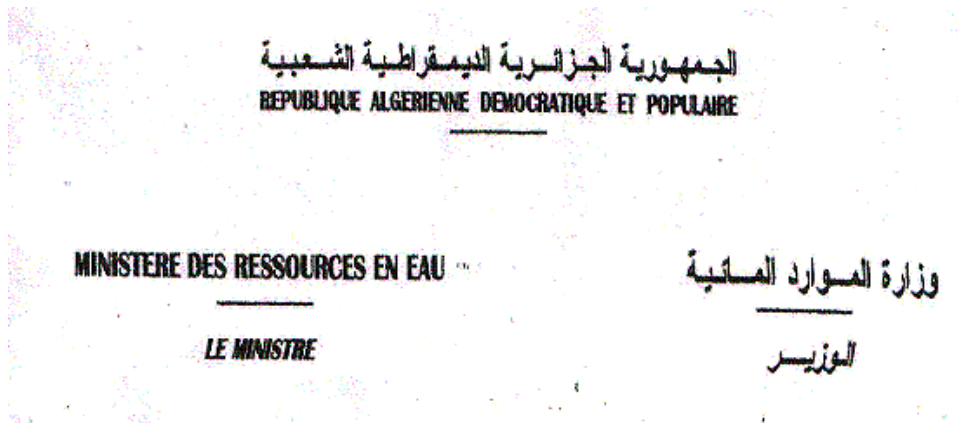
Particularly while dealing with others, we have to admit their full rights in having access to an adequate water share that fulfills a satisfactory standard of living. This "otherness" concept should be all-embracing those from inside or outside our countries who share with us the same rivers or groundwater aquifers.

Ladies and Gentlemen

We, all, realize the importance of capacity building, and people education and the strong link they possess to development in general and water sector in particular.

With this regard, I strongly recommend, capacity building techniques that include the promotion of good practice, capacity building and training to develop an indigenous knowledge base in many developing countries to ensure access of water to everyone. The appropriate technology is a pre-requisite to the avoidance of costly solutions and ensures the durability of the infrastructure in meeting the local requirements

At the end, let me thank you again for this opportunity to share these thoughts with you. I wish you pleasant stay and fruitful discussions.



Alger, le 19 Juin 2003

à

Monsieur Jean A. VERGNES  
Président du Comité Scientifique

Objet : Colloque International de Cogolin 19-21 Juin 2003

Monsieur le Président,

Monsieur Abdelmadjid ATTAR, Ministre des Ressources en Eau a été très sensible à l'invitation que vous lui avez adressée en vue de prendre part à cet important colloque.

La participation avec celle de certains responsables de son secteur, était déjà programmée et on devrait vous en informer dans les délais impartis.

Malheureusement, et comme vous avez certainement eu à le constater, les événements douloureux auxquels a été confrontée l'Algérie et la mobilisation des responsables chargés de la mise en oeuvre du programme d'urgence et d'aide aux sinistrés, ne nous permettent pas d'envisager notre participation à ce colloque.

Nous espérons sincèrement avoir de nouveau l'occasion de prendre part aux prochaines rencontres.

Cependant, Monsieur le Ministre, qui vous adresse ses meilleurs voeux de réussite serait très heureux si vous pouviez lire le discours introductif qu'il devait présenter.

Nous sommes convaincus de votre disponibilité et de votre entière coopération.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le Secrétaire Général  
Zidane MERAH

---

## Discours

**Monsieur Abdelmadjid ATTAR**  
**Ministre des Ressources en Eau**  
**République Algérienne Démocratique et Populaire**

**Représenté par**

**Monsieur Mohamed GHALEM**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous remercier très cordialement d'avoir invité l'Algérie à participer à ce colloque sur "L'éthique de l'eau et l'éducation des populations", thème qui constitue une préoccupation majeure pour nous.

C'est aussi un réel plaisir que de nous adresser, dans cette charmante ville de Cogolin, aux organisateurs et aux experts pour les informer sur les voies et moyens de progresser dans le domaine de l'usage "conscientieux" de l'eau dans notre pays.

Les interventions de mes prédécesseurs ont défini de manière pertinente la dimension de la problématique de l'eau notamment dans ses prolongements en matière d'éthique, d'éducation, d'environnement et de coopération.

A l'évidence, la Nature nous interpelle à nouveau, car la sécheresse qui a durement frappé notre pays durant les vingt dernières années a induit un certain nombre de pratiques qui démontrent que l'eau est mal gérée car considérée, à tort comme abondante, l'exemple de l'Algérie étant significatif à plus d'un titre.

L'Algérie située géographiquement en zone aride et semi-aride, dispose de ressources en eau limitées, vulnérables et inégalement réparties, qu'il convient plus qu'ailleurs d'exploiter rationnellement.

Leur utilisation actuelle donne lieu à un important gaspillage au niveau des différents secteurs et particulièrement du public qui ne perçoit toujours pas l'importance de cette ressource et de son économie, car les facteurs de pollution aidant, les quantités d'eau utilisable diminuent et induisent des dépenses supplémentaires pour son traitement.

L'eau étant un bien économique par excellence, sa rareté entrave le développement social et culturel, et c'est pour ces raisons que s'intégrant dans une politique de développement durable, la politique de l'eau en Algérie est organisée autour de :

- \* La protection des ressources existantes ;
- \* La modernisation des moyens de production, de gestion, de distribution de l'eau et de traitement des eaux usées, notamment par l'introduction et la généralisation des nouvelles technologies ;
- \* Le recours confirmé aux ressources non conventionnelles telles que le dessalement d'eau de mer et la réutilisation des eaux épurées ;
- \* La protection des écosystèmes ;
- \* Une plus grande rigueur dans la gestion des demandes, dans un objectif d'économie de l'eau ;
- \* La lutte organisée contre les phénomènes extrêmes (inondations, sécheresse).
- \* La mise en oeuvre d'un programme de communication, de sensibilisation en vue de promouvoir les valeurs citoyennes et civiques susceptibles d'assurer une plus large participation et implication des citoyens à la protection de ces ressources.



Ce dernier point, qui constitue un des principaux axes de réflexion de ce colloque, demeure un préalable incontournable dans notre stratégie de développement du secteur de l'eau.

En effet, cette vision a été consacrée à l'occasion des différentes manifestations internationales, notamment le sommet de Johannesburg et le forum de Kyoto et a été soutenue par de nombreuses démarches telles que, l'organisation d'ateliers animés par des experts internationaux, la formation et l'échange d'expériences avec des partenaires étrangers.

Ces actions ont, entre autres finalités, l'implication et la mobilisation des citoyens ainsi que toutes les institutions de l'Etat, appelées à prendre conscience des enjeux et des défis et à ouvrir ensemble pour assurer la préservation de notre patrimoine naturel.

Dans ce domaine l'implication de la société civile dans la gestion de l'eau s'est manifestée de façon directe et institutionnalisée à travers la création des Agences de Bassins Hydrographiques, chargées de mener une politique de gestion intégrée et concertée des ressources en eau.

Permettez moi, Mesdames et Messieurs, de soumettre à votre réflexion quelques idées auxquelles notre pays accorde un intérêt particulier.

- En matière d'éducation et de formation, nous nous sommes attelés à :

\* Privilégier les actions de renforcement institutionnel afin de développer les capacités humaines et sociales pour créer une culture durable de l'eau ;

\* Développer les échanges et la collaboration entre les partenaires de la gestion de l'eau dans le monde ;

\* Réfléchir sur les modalités d'intégration de la culture de l'eau dans les politiques nationales, d'éducation et de formation.

- En matière d'information, nous projetons d'institutionnaliser et développer un système de gestion intégrée de l'information au niveau national, régional (bassin Méditerranéen) et international et ce afin de connaître l'état du milieu, orienter les politiques et en mesurer les effets.

Il est certain qu'un tel projet, doit emporter l'adhésion des Pays de la Méditerranée, et nous déploierons tous nos efforts pour aboutir à cet objectif. Il est certain, que vos travaux constitueront une impulsion certaine à nos efforts de développement et de promotion d'une utilisation rationnelle des eaux, et à protéger plus efficacement les ressources et à mieux utiliser les infrastructures, à réduire les coûts de gestion de l'eau et améliorer sa disponibilité.

Vos recommandations bénéficieront certainement à notre pays actuellement engagé, à l'instar de la plupart des pays riverains de la Méditerranée, dans un important programme de développement dans le domaine de l'eau, et nous souhaitons que des mesures concrètes soient dégagées à l'issue de vos débats.

J'espère sincèrement, Mesdames et Messieurs, que cette rencontre constituera un catalyseur, pour encourager une coopération saine et mutuellement profitable dans le bassin méditerranéen. Je vous souhaite plein succès pour vos travaux et je vous remercie de votre attention.

---

## Discours d'ouverture

### Madame Aziza BENNANI Présidente du Conseil Exécutif de l'UNESCO

Monsieur Abdelmajid ATTAR, Ministre des Ressources en Eau de l'Algérie  
Monsieur Abdelkbir ZAHOU, Secrétaire d'État chargé de l'Eau du Maroc  
Monsieur le Ministre de l'Ecologie et du Développement durable de la France,  
Monsieur Michel COUVE, Député du Var,  
Monsieur SENEQUIER, Président du SIDECEM, hôte de ce Colloque,  
Monsieur Jean VERGNES, Président du Comité Scientifique du Colloque,  
Monsieur Francis JOSE MARIA, Président du Comité d'Organisation du Colloque,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des Ministères,  
Messieurs les Maires des Villes du Var,  
Mesdames et Messieurs les représentants des pays de l'Afrique du Nord, de l'Afrique Sub-Saharienne, de l'Europe, du Proche Orient

Chers participants,

L'Eau est source de vie pour toutes les espèces de la biosphère, l'homme n'étant que l'une d'elles mais toutes étant interdépendantes.

L'eau est, dans l'Histoire, le berceau des civilisations, le moteur des échanges économiques et le catalyseur du brassage des cultures.

L'eau est, aujourd'hui et malheureusement, source d'inquiétudes et de tensions croissantes car elle se fait rare en de nombreux points de la Terre lorsqu'on la souhaite potable et accessible en quantité suffisante.

L'eau est en crise.

Une crise liée au fait que cette ressource naturelle est gaspillée, souillée, mal traitée et mal gérée par inconscience ou insouciance, plus souvent par irresponsabilité ou ignorance d'une société qui intègre de moins en moins dans son développement, souvent incontrôlé, les valeurs de respect, de protection, de partage, de solidarité, de responsabilité individuelle ou collective.

Une crise de société qui n'est pas récente : Faut-il rappeler que les premières lois européennes sur l'Eau en Angleterre datent du XIV<sup>e</sup> siècle ?

Une crise mondiale. Les pays de sécheresse comme les pays d'eau abondante mais polluée subissent tous aujourd'hui des pénuries de l'Eau potable, sous des formes diverses et des degrés différents. Des pénuries qui prennent leurs origines dans les aléas de la nature et dans la nature profonde de l'homme, dans son ignorance et dans ses modes de vie incontrôlés.

Cette crise ne serait-elle pas aussi celle d'une société qui ne sait plus décider ?

Quelque chose de semblable a été dit il y a plus de 30 années, à la Conférence mondiale sur l'Environnement de Stockholm en 1972 par un grand homme politique, Olof Palme : "L'avenir de la planète est entièrement entre nos mains et si des catastrophes surviennent un jour, ce sera en raison de nos mauvaises décisions politiques ou de notre absence de décisions politiques".

Cette crise ne serait-elle pas enfin le résultat d'une société insuffisamment informée ?

C'est ce que montrent les sondages d'opinion dans des pays développés (Par exemple, 72% des Français disent être insuffisamment informés et 50 % estime que l'information n'est pas crédible indique un rapport de l'Institut Français de l'Environnement).

Faut-il rappeler "qu'Informer" c'est "Éduquer".

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation paradoxale !

Lors des trois dernières décennies, l'Homme n'a jamais proposé autant de réunions internationales d'Experts ou de Ministres ayant pour objectif la recherche d'une meilleure gestion de l'eau et la levée de certaines incertitudes sur l'avenir. Mais globalement, tout laisse à penser que ce travail de l'expertise internationale reste relativement ignoré de la Société civile.

N'y aurait-il pas un dispositif de liaison efficace à inventer entre des experts qui élaborent des recommandations et les décideurs qui mettent en œuvre des politiques ?

On dit aussi et en toute circonstance, que l'eau est source de vie de toutes les espèces vivantes interdépendantes. Or, qu'observe t'on ?

D'abord la plupart de ces réunions internationales sur l'Eau sont centrées sur la vie d'une seule espèce : l'Homme.

Ensuite ces réunions privilégient les problèmes de l'eau douce sur ceux de l'eau de mer. L'eau des Terres ou celle des Mers ne sont-elles toutes deux vecteurs de vie avec une histoire quotidienne intimement liée ?

Les organisateurs ayant eu la sagesse d'imposer aux participants de faire des propositions concrètes, je saisis cette opportunité pour proposer aux participants, dans le cadre du suivi de ce colloque, d'identifier un projet de recherche sur le thème de l'eau source de vie, l'eau douce n'étant plus séparée de l'eau de mer.

Cette proposition semble d'autant plus importante que les populations vivant à proximité des rivages méditerranéens ne cessent d'augmenter alors que les oiseaux les abandonnent.

Mesdames et Messieurs,

Les problèmes posés soulèvent des problèmes de cultures, de pouvoirs, de finances, de chapelles, ...

De plus leur complexité nous impose de faire appel à toutes les disciplines.

Combien d'Universités ont développé des projets d'enseignements/recherches ayant une base pluridisciplinaire totale ? Cette stratégie de pluridisciplinarité a d'ailleurs été l'objet d'une forte recommandation des participants du Forum mondial des Chaires UNESCO en novembre 2002.

Le poids des ignorances est probablement aussi important que celui de l'inertie des décideurs pour reprendre les termes du titre du communiqué de presse de l'Unesco présentant le Rapport mondial sur les Ressources en eau publié en mars 2003.

Le Secrétaire général des Nations Unies l'a aussi souligné lors du sommet Ministériel de Malmö (5/2000) : Il faut entreprendre un effort majeur d'éducation du public. Il est inquiétant de constater que les problèmes auxquels nous nous heurtons sont très mal connus.

Il apparaît fondamental que la société civile comprenne :

- Que la crise de l'Eau ne concerne pas uniquement de lointains pays, mais leur pays,
- Que la crise de l'Eau n'intéresse pas uniquement les générations futures, mais aussi leur génération,
- Qu'il va falloir adopter au cours de la prochaine décennie de nouveaux comportements, si il y a une volonté d'améliorer la situation des ressources en eau, et en acceptant les conséquences sur leur mode de vie.

L'éducation semble être la seule stratégie qui permette d'atteindre ces objectifs.

"L'éducation est la force du futur, parce qu'elle est l'un des instruments les plus puissants pour réaliser le changement (Edgar Morin)."

Mais, quelle est la place consacrée aux chapitre "Éducation des populations" dans les politiques nationales concernant l'eau ou l'environnement ?

Lutter contre l'ignorance, favoriser l'approche pluridisciplinaire, mettre en place un réseau régional facilitant la mise en commun des compétences et des connaissances, promouvoir des enseignants ou animateurs formés ayant une approche pédagogique différenciée, ...

Tout ceci ne peut que contribuer à une amélioration de la situation actuelle.

Le Conseil Exécutif de l'UNESCO, que j'ai l'honneur de présider, a consacré beaucoup de son temps à réfléchir, non pas à des déclarations générales de soutiens mais à des propositions concrètes en terme d'éléments réalistes de solutions, pouvant faciliter la mise en place de politique nationale ou régionale de l'Eau.

Des propositions ont été votées dans le cadre des prérogatives du Conseil exécutif et soumise au Directeur général de l'UNESCO. Elles invitent le Directeur général à promouvoir et mettre en œuvre une politique UNESCO intersectorielle, assortie des moyens humains et financiers nécessaires, de coopération en faveur de l'éducation formelle et non formelle relative à l'eau. Cette coopération doit en particulier favoriser une mobilisation des secteurs publics et privées des États membres, de la société civile, de la communauté internationale afin de disposer des moyens humains et financiers pour aboutir à l'impact mondial désiré.

Concernant les aspects financiers, le Conseil exécutif a invité le Directeur général de l'UNESCO a élaboré une étude pour la création d'un Fonds de solidarité afin d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire relatif à l'approvisionnement en eau (à savoir réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à un approvisionnement en eau salubre d'ici à 2015), de même les objectifs fixés au Sommet mondial pour le développement durable en matière d'assainissement (c'est-à-dire réduire de moitié le nombre de personnes privées d'accès à des installations d'assainissement sans danger).

De nouveaux investissements de grande ampleur devront être effectués dans le domaine des infrastructures et services relatifs à l'eau.

Les documents correspondants à ces études sur l'éducation et les financements, également accessibles sur Internet, vous seront remis.

Tout ceci indique pourquoi le Directeur général de l'UNESCO et de nombreux responsables de cette Agence des Nations Unies ont soutenu ce Colloque international.

On peut aussi citer le Secteur éducation, hautement concerné par le sujet "éducation" évidemment, qu'il s'agisse de la Division de l'Enseignement, dont le Directeur Wataru IWAMOTO doit prononcer le discours de clôture du Colloque et de la Division de l'Enseignement supérieur. De même, au Secteur des Sciences, la Division de l'Eau.

Mesdames et Messieurs,

Nous savons que le succès d'un colloque se mesure, au delà des fructueux échanges, par ses propositions d'actions concrètes et son dispositif de suivi.

Je compte sur le Président du Comité Scientifique, Jean A. Vergnes, et le Président du Comité d'Organisation, Francis José Maria, pour nous faire parvenir le rapport final.

C'est un travail de préparation remarquable qui a présidé à l'organisation de ce colloque, exemplaire à bien des égards, qu'il s'agisse du contenu pédagogique, de la stratégie novatrice ou de la présentation de ce rapport à Cannes, à Paris, à Québec et probablement au Proche Orient.

A la lecture des documents remis à tous les participants, ce rapport pourrait constituer une sorte d'annexe technique aux propositions sur l'éducation des populations que le Conseil Exécutif a remis au Directeur général de l'UNESCO.

Je rappelle que le Directeur général de l'UNESCO, monsieur Koichiro MATSUURA, a déclaré : "Depuis sa création, l'Unesco a occupé une position unique en tant qu'organisation de la connaissance au sein de la famille des Nations Unies. Elle est au carrefour des connaissances humaines et des besoins humains. Dans la complexe société du savoir qui est la notre au XXIe siècle cette position s'avère de plus en plus stratégique. La science et l'éducation -ainsi que la communication et la culture- seront plus que jamais, les forces directrices du processus visant à assurer à tous la sécurité de l'approvisionnement en eau. A cette fin l'UNESCO est un formidable instrument".

De même, il pourrait devenir un outil de réflexion pour les décideurs institutionnels qui souhaiteraient s'impliquer dans l'élaboration d'une politique d'éducation des populations en matière d'eau.

C'est sur cet espoir, que j'adresse aux participants mes meilleurs vœux de réussite dans leurs travaux visant pour l'immédiat, au moins faire ce peu, des actions concrètes correspondant à une demande pressante des pays de la soif, éduquer les populations pour utiliser au mieux le peu d'eau qui leur reste.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie

---

## Discours de clôture

**Wataru IWAMOTO**

**Directeur de la Division "Enseignement secondaire, technique et professionnel"  
Secteur Éducation - UNESCO**

**Représenté par**

**Julia HEISS**

Excellences,  
Chers participants,

C'est un honneur, mais aussi un grand plaisir, pour le responsable d'une division de l'UNESCO, de venir clôturer les travaux d'une communauté d'experts imminents venus confronter leurs savoirs et réfléchir sur une question que pose la réussite d'une politique, nationale ou régionale, de l'eau.

Une eau en crise car elle est devenue rare, de qualité douteuse et d'accès souvent difficile lorsqu'elle est eau douce, une eau qui est devenu poubelle lorsqu'elle est eau de mer.

Une crise qui nous concerne tous, en tout point de la Terre.

Une crise pour laquelle les humains semblent désarmés quand il s'agit de protéger, de partager, de respecter, d'économiser cette ressource précieuse.

Protection, partage, respect, économie mais aussi responsabilité, solidarité, partenariat, esthétique,... , autant de valeurs qui ne semblent plus appartenir aux cultures des sociétés humaines, à leurs modes de vie, autant de concepts qu'il faut réapprendre. Autant de mots qui doivent figurer dans les projets d'éducation des individus.

Une crise qui, pour être atténuée, au mieux, à l'échelle d'une génération d'êtres humains, rend inévitable l'adoption :

- De nouveaux comportements au cours de la prochaine décennie ;

- D'une nouvelle éthique de l'eau, dont l'importance était déjà soulignée lors d'un congrès UNESCO à Tbilissi ... en 1977.

Une crise qui n'est donc pas récente.

Une crise qui suppose au niveau national, voire régional, une politique de l'eau ou, de façon plus générale, une politique de développement soutenable, dont la définition et la mise en œuvre suppose des processus de concertation, de participation et de responsabilisation de la population, pour laquelle il faudra proposer une politique d'éducation adaptée à une éthique de l'eau pour les enfants, les adolescents et les adultes.

Il existe maintenant, dans presque tous les pays, de très nombreux programmes d'éducation relative à l'eau ou à l'environnement pour les enfants.

Leurs résultats nécessiteraient d'être évalués pour pouvoir faire à l'échelle régionale des études comparées des stratégies utilisées et mieux comprendre pourquoi dans de nombreuses régions les changements espérés ne sont toujours pas visibles.

Par contre des programmes d'éducation des adultes sont beaucoup plus rares, aussi l'UNESCO, qui a soutenu ce projet et manifesté beaucoup d'intérêt, attend plus particulièrement sur ce sujet, les propositions d'actions concrètes, que le Colloque international de Cogolin pourra obtenir à l'issue de sa stratégie originale.

En effet, ce colloque, pour lequel on ne peut que féliciter les initiateurs de son programme, propose une stratégie qui a prévu 5 réunions internationales dans 5 villes différentes (Cogolin, Cannes, Paris, Québec, Tripoli (Liban), pour débattre sur le même thème : l'éducation des populations à une éthique de l'eau.

Le sujet de l'eau est difficile : il soulève des problèmes de cultures, de pouvoirs, de finances, d'ignorances aussi importants que le problème de l'inertie des décideurs (titre du Communiqué de presse de l'Unesco, suite au Rapport mondial sur les ressources en eau) ou le problème de réactualisation de programmes d'éducation relative à l'eau pour les enfants pour lesquels l'expertise internationale recommande une approche interdisciplinaire, toutes les disciplines étant concernées.

La solidarité universitaire, le développement de la pluridisciplinarité, la recherche interdisciplinaire, une réelle capacité pédagogique des animateurs de ces projets, la diffusion de l'information, la mise en commun régionale du savoir, la formation de l'expertise nécessaire, le renforcement de la coopération internationale semblent avoir été au centre de vos discussions. Et il faut s'en féliciter. Il faut vous féliciter.

Pour terminer, je voudrais aussi vous dire tout l'espoir que l'UNESCO fonde sur les résultats de ce colloque, ce n'est pas par hasard que le Directeur général a accordé son haut patronage et que deux hauts responsables de l'UNESCO ont participé à cette manifestation.

Évidemment nous formulons nos meilleurs souhaits pour que ces résultats conduisent à des projets concrets et résultats tangibles.

C'est sur cet espoir, que je remercie les participants qui ont animé ces trois journées de réflexion, d'échanges, de débats.

Je vous adresse mes meilleurs vœux de réussite dans la poursuite de vos travaux personnels mais aussi dans votre capacité à participer à la diffusion des propositions d'actions concrètes que vous avez identifiées, propositions semblant correspondre aux demandes pressantes de tous les pays.

Je vous souhaite un bon retour

Je vous remercie

## Message

**Abdelkebir ZAHOUD**  
**Secrétaire d'État chargé de l'Eau**  
**du Royaume du Maroc**

Mesdames, Messieurs,

L'opportunité qui m'est donnée aujourd'hui de m'adresser à cette importante rencontre qu'est le Colloque international sur l'éthique de l'Eau et éducation des populations, à défaut de pouvoir y participer, est un grand honneur pour moi mais aussi un réel plaisir.

L'organisation de cette rencontre, en cette période, au lendemain de la tenue du XXIIème Sommet des Chefs d'état d'Afrique et de France à Paris à l'occasion duquel SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI a prononcé une allocution axée exclusivement sur l'eau, sur la menace qui pèse sur cette ressource vitale et sur la nécessité "d'élaborer une vision planétaire et intégrée de la gestion de l'eau", vient à point nommé.

Cette rencontre se tient également au lendemain de la tenue du Troisième Forum Mondial de l'Eau de Kyoto en mars 2003 qui a abrité la première édition du Grand Prix Mondial Hassan II de l'Eau instauré à la mémoire de FEU SA MAJESTE LE ROI HASSAN II et en reconnaissance aux efforts déployés par le Maroc pour la mobilisation et la préservation de l'eau ; prix décerné à l'occasion de ce Forum à deux lauréats de renommée internationale en l'occurrence Dr. Mahmoud ABU-ZEID, Ministre Egyptien des Ressources en Eau et de l'Irrigation et Président du Conseil Mondial de l'Eau et Monsieur Jerson KELMAN, Directeur de l'Agence Nationale de l'Eau au Brésil.

Ces nouveaux concepts avec lesquels nous abordons en ces temps de rareté, cette matière source de vie qu'est l'eau, montrent clairement que l'heure est au changement de comportement, à la révision des mentalités, des modes de gestion et d'approches et surtout au recul face à des situations de plus en plus préoccupantes quoique à des degrés divers de par le monde.

Aujourd'hui, nous parlons d'éthique de l'eau, nous parlons de solidarité en matière d'eau, nous parlons de gestion de la demande en eau, nous parlons de gestion de la rareté, nous parlons du droit de l'eau,... Ce vocabulaire que nous sommes amenés à utiliser, étranger il y a seulement quelques années à ce domaine, nous interpelle.

Le patronage qu'a bien voulu accorder l'UNESCO à ce Colloque est très significatif. Il démontre, s'il le faut, le rôle qu'elle est disposée à jouer dans le processus engagé d'information et de sensibilisation mais aussi d'implication et de responsabilisation des populations.



Mesdames, Messieurs,

Dans notre pays, le Maroc, des actions émanant d'abord des pouvoirs publics, notamment de l'Office National de l'Eau Potable en collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et différents départements publics concernés avec le soutien des ONG locales, nationales et internationales dont l'UNICEF, mais également de la société civile, ont donné leur fruit et nous assistons à une réduction sensible du taux d'accroissement de la demande. Réduction qui a permis de différer les investissements devant satisfaire la demande superflue et de les orienter vers les zones ne disposant pas encore d'infrastructures adéquates particulièrement en milieu rural, contribuant ainsi à la concrétisation sur le terrain de la politique de solidarité initiée par SA MAJESTE LE ROI MOHAMMED VI.

Le milieu urbain étant entièrement desservi, la préoccupation majeure du Maroc est l'accélération de la réalisation du Programme d'Alimentation en Eau Groupée des populations rurales (PAGER) ; programme qui se réalise selon une démarche participative impliquant et responsabilisant de manière directe et impérative les populations locales bénéficiaires et qui de cette façon a permis de faire évoluer le taux de desserte du monde rural de 14% en 1995 à 50% en 2003 avec l'ambition d'atteindre 90% à l'horizon 2007.

Des actions sont également menées à l'adresse des activités polluantes pour la préservation de l'eau et sa sauvegarde ; et là aussi nous retrouvons ces concepts d'éthique et d'éducation.

Mesdames, Messieurs,

L'opportunité nous est offerte ici grâce à la présence d'éminents experts dans le domaine ainsi que grâce à la présence et au soutien moral de l'UNESCO de décloisonner les actions réalisées à l'échelle de chaque pays, de les internationaliser ou du moins les régionaliser et de favoriser les échanges : échanges d'expériences, de techniques, de savoir faire, ... pour le bien de l'humanité et plus particulièrement pour le bien des pays des régions arides et semi-arides ou sujets à des changements climatiques fréquents avec une succession d'années de sécheresse.

Convaincu des débats fructueux qui vont caractériser le déroulement du Colloque ainsi que de l'importance des recommandations qui sans nul doute en découleront, je tiens à faire part aux organisateurs de cette manifestation de mes vifs remerciements et de souhaiter à cette rencontre beaucoup de succès.

## Message

**Jacques HINTZY**  
**Président UNICEF France**

Monsieur le Président du Comité Scientifique,

Nous vous souhaitons un colloque extrêmement fructueux car vos travaux touchent une des ressources fondamentales pour la survie et le développement des enfants.

A la fin des années 1960, l'UNICEF a commencé à apporter un appui conséquent en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour faire face aux crises provoquées par la sécheresse en Asie du Sud, puis dans les pays sahéliens.

Aujourd'hui, dans de nombreux pays, l'UNICEF est le seul organisme du système des Nations Unies à apporter un important soutien à long terme pour les programmes d'approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural et péri-urbain.

L'UNICEF développe des programmes Eau et Assainissement dans une centaine de pays et y consacre 15 % de ses ressources.

Par l'action volontariste de nombreux acteurs, la couverture mondiale pour l'eau potable est passée en 10 ans de 77% à 82% et celle de l'assainissement de 51% à 61% mais l'objectif de l'accès universel pour tous est loin d'être atteint et justifie une forte mobilisation.

Nous sommes très sensibles à votre engagement.

Nous vous en remercions.

